

16,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire 2nd grade

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le lanceur d'alerte peut se définir comme celui qui, de bonne foi, librement et dans l'intérêt général, signale des manquements graves à la loi ou des risques graves menaçant des intérêts publics ou privés, dont il n'est pas l'auteur (doc 6). L'actualité récente a montré l'intérêt de ces alertes dans des domaines variés (militaire, finance, santé) mais a aussi révélé la fragilité de la protection des lanceurs d'alerte, lesquels font souvent l'objet de poursuites judiciaires et/ou subissent des mesures de représailles (doc 7 et 8). Face à cette réalité, des solutions législatives disparates ont été mises en place, dont les limites sont avérées (I) laissant apparaître la nécessité de développer un véritable statut du lanceur d'alerte (II).

I Les limites des solutions législatives actuelles.

L'encadrement de la pratique des alertes émanées s'est faite au coup par coup (A), induisant un manque d'efficacité et de l'incohérence des dispositifs appelant la définition d'un socle commun (B).

A. L'encadrement disparate des dispositifs d'alerte

Le premier dispositif législatif mis en place en France figure à l'article 40 du Code de procédure pénale, qui contraint les agents publics à informer le Procureur de la République de tout crime ou délit dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions (doc 2). A la suite

N°

1/1/1

ce texte, le législateur a adopté six lois relatives à l'alerte éthique entre 2007 et 2015 dans des domaines variés : lutte contre la corruption, santé et environnement, médicaments et produits de santé, prévention des conflits d'intérêts, lutte contre la fraude fiscale, utilisation des moyens de renseignement (doc 5). Les mécanismes de protection adoptés sont assez variés - interdiction des mesures discriminatoires, aménagement de la charge de preuve - et nécessairement limités au vu de l'activité concernée par la loi, ce qui a conduit le Conseil d'État à juger l'ensemble de ces dispositions comme présentant une faible cohérence (doc 6). De fait, les sanctions prises à l'égard de divers citoyens français ayant porté à la connaissance du public des agissements contraires à l'intérêt général confirme les carences de la législation en place (doc 7 et 8). Ce constat est également celui qui prévaut au niveau Européen, le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe soulignant dans une recommandation du 30 avril 2014, l'insuffisance des législations étatiques dans la protection des lanceurs d'alerte, lesquels sont de ce fait sanctionnés (doc 1). Une telle situation est dissuasive à l'utilisation de l'alerte alors même que celle-ci présente un intérêt incontestable pour la Démocratie (doc 1).

B. Les insuffisances des dispositifs actuels

L'intérêt, pour le bien commun, de l'alerte éthique est reconnu internationalement et des initiatives émergent à ce titre au niveau de différentes institutions (G20, Union Européenne...) (doc 1). Le Conseil de l'Europe, tout comme le Conseil d'État français, ont dans ce contexte été conduits à examiner les législations existantes et à émettre des recommandations pour améliorer celles-ci (doc 1 et 4). En France, le dispositif d'alerte le plus abouti est celui résultant de la loi du 16 avril 2013, relative à l'alerte en matière de santé et d'environnement (doc 3). Il prévoit notamment la consignation par écrit de l'alerte, l'obligation qu'une suite y soit donnée et la stricte confidentialité du lanceur d'alerte et des personnes visées par l'alerte (même doc.). Si plusieurs de ces mesures sont également au nombre de celles préconisées au niveau européen (doc 1), elles

n'en laissent pas moins dans l'ombre différentes problématiques : absence de définition générale du lanceur d'alerte, articulation avec les intérêts de celui qui subit les effets de l'alerte, définition d'une véritable procédure, articulation avec le secret professionnel (doc 1 et 6). La nécessité d'apprendre globalement ces problématiques a donné lieu à l'émergence d'une véritable proposition de définition du statut du lanceur d'alerte.

II L'émergence d'un statut global du lanceur d'alerte

L'intérêt porté au dispositif de l'alerte éthique a conduit au double constat de la nécessité d'une protection accrue du lanceur d'alerte (A) et d'un encadrement corrélaire de l'alerte elle-même (B).

A. La protection : condition nécessaire de l'alerte

Le caractère dissuasif des risques encourus par celui qui révèle un fait contraire aux intérêts d'un tiers a conduit à proposer plusieurs mesures de protection. La première d'entre elles, préconisée tant au niveau européen qu'en France, est d'assurer la confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte (doc 1 et 6). Le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique qui a vocation à assurer une meilleure protection des lanceurs d'alerte prévoit ainsi la possibilité de saisir une agence nationale de prévention et de détection de la corruption qui pourra "anonymiser" les signalements (doc 5). Ensuite, il est également nécessaire d'assurer la protection contre les mesures de représailles qu'elles que soient leurs formes, dès lors que l'auteur de l'alerte est de bonne foi (doc 1). Le Conseil d'Etat a suggéré à ce titre la nullité de tout acte de représailles et la création, par les fonctionnaires, d'un pouvoir d'injonction à réintégration au profit des juridictions administratives (doc 6). Le Conseil de l'Europe préconise encore, en cas de perte d'emploi par le lanceur, la mise en place de mesures punitives (doc 6). La proposition ne figure pas en l'état du projet de loi relatif à la transparence qui instaure néanmoins

une prise en charge des frais de défense (doc 5.) -

B. L'encadrement : corollaire nécessaire de l'alerte

La révélation de faits touchant au fonctionnement d'une institution publique ou d'une personne privée pouvant avoir, si elle est publique, des incidences notables par elle-même, le besoin est apparu d'encadrer davantage l'alerte (doc 4). A cette fin, le Conseil d'Etat préconise notamment la création d'une définition légale du lanceur d'alerte (doc 4), chemin dans lequel le législateur semble en passe de s'engager (doc 5). Afin de concilier au mieux la liberté d'expression dont relève l'alerte et les intérêts qu'elle peut heurter, il est enfin proposé, tant au niveau européen qu'en France d'instaurer des mécanismes procéduraux entourant l'alerte (doc 1 et 4). Est recommandée à cet effet, la mise en place d'une gradation des voies de lancement de l'alerte : niveau interne (hiérarchie puis référent), externe ensuite (autorité publique) (doc 1 et 4). La divulgation au public ne vient qu'en dernier ressort (mêmes docs.). Le respect de ce processus est en outre inscrite comme une des conditions du bénéfice des mesures de protection (doc 1, 4, 5). La personne mise en cause doit enfin pouvoir conserver la possibilité d'agir contre le lanceur de mauvais foi (doc 1 et 4). Les recommandations semblent en passe d'être introduites par le projet de loi sur la transparence (doc 5). Enfin, si le Conseil de l'Europe et le Conseil d'Etat préconisent une distinction claire entre alerte et secret professionnel, ce dernier devant rester protégé (doc 1 et 4). La loi sur la transparence va se saisir de la question, qui ne semble pas tranchée, un amendement ayant été déposé par un député aux fins d'autoriser la diffusion par les médecins et les avocats, d'informations dont ils ont connaissance dans le cadre de leurs fonctions (doc 5 et 2).